

LGT

Dans les lycées généraux et technologiques le déphasage constant des dernières années entre moyens et hausse démographique a fortement dégradé le climat scolaire et les conditions d'apprentissage. En témoignent les mouvements de grève de cette rentrée et les rassemblements devant le rectorat. Pourtant, la réception des DHG laisse présager la suppression de nombreux postes dans les établissements en surchargeant les classes, y compris dans ceux qui faisaient pourtant partis des dispositifs ZEP et dont le public n'a pas changé. Il est clair que pour le gouvernement, le retour des lycées dans les dispositifs d'éducation prioritaire n'est pas à l'ordre du jour, bien au contraire!

Personnels Non-enseignant

Pour une augmentation prévue de 4 370 élèves aucun poste de personnel CPE, d'infirmier·e, assistant·e social·e n'est prévu !

Au niveau de la vie scolaire, cette non dotation ne permettra pas de répondre aux difficultés des nombreux établissements de notre académie en manque de CPE. Il y a aura donc encore moins de personnels dans nos établissements pour encadrer les élèves.

En ce qui concerne le service social cela va se concrétiser par des redéploiements et de multiples affectations sur plusieurs établissements. Cette dégradation de la prise en charge des élèves confirme le déni de l'éducation prioritaire dans le second degré par le gouvernement, alors même que certain.es AS sont encore en poste sur plusieurs établissements REP.

Administratif.ve

Nationalement une suppression de 200 postes est prévue alors que les services ont déjà du mal à fonctionner. Dans notre académie ce choix brutal de restrictions des moyens a pour conséquence qu'il n'y aura aucune création de postes ! Cela ne va pas améliorer les conditions de travail dans les services administratifs des établissements, des DSDEN et du rectorat déjà largement sous pression et qui connaissent une charge de travail accrue avec la mise en place chaotique du PPCR.

Réformes Parcours Sup et lycée

Le gouvernement a fait le choix politique plus ou moins assumé d'organiser une sélection à l'entrée de l'université et ainsi de rajouter des barrières aux élèves les plus fragile pour l'accès à l'enseignement supérieur. La réforme du lycée dessine la mise en place d'un processus de sélection dès le début du lycée ainsi que la suppression du baccalauréat comme premier grade universitaire. Les créations de 5 BTS (dont deux en apprentissage, voie d'accès plus discriminante que le scolaire) sur l'académie ne sont pas suffisantes pour répondre aux difficultés d'accès des élèves notamment issu.e.s de la voie professionnelle aux poursuites d'étude. La CGT Educ'Action défend la nécessité de permettre l'émancipation de l'ensemble de la jeunesse par l'accès aux poursuites d'étude de leur choix.



Face à ces attaques la mobilisation est nécessaire !

Une interfédérale constituée d'organisations lycéennes, étudiantes et enseignantes du secondaire et du supérieur appellent les lycéen·nes, les étudiant·es, les personnels des universités et des lycées à se mobiliser le jeudi 1er février 2018.

EMPARONS-NOUS DE CETTE PREMIÈRE DATE POUR ORGANISER LA MOBILISATION !

Du plan étudiant à la plateforme Parcoursup : l'instauration de la sélection !

Le 1er février, agissons pour

UNE UNIVERSITÉ OUVERTE !

14h - Place Jussieu - Paris

CGT Educ'Action Créteil 11 rue des archives 94000 Créteil.

contact@cgteduccreteil.org · 0141949415 / 0658480879 www.cgteduccreteil.org